

Liste de l'ONU montre que les entreprises suisses coopèrent avec des entreprises établies dans le Territoire palestinien occupé

13.02.2020

Categories: BDS-Arguments, Boycott consommateur, Droit international, Désinvestissement

Communiqué de presse

Genève, Lausanne, Bâle et Berne, 13 février 2020 - **BDS Suisse salue la publication hier d'une base de données de l'ONU sur les entreprises impliquées dans la construction et l'entretien des colonies israéliennes en violation du droit international. Les défenseurs des droits humains et en particulier le mouvement BDS demandent depuis des années que ces entreprises soient tenues pour responsables de leur implication dans les violations du droit international. La liste comprend également l'entreprise agricole Hadiklaim, qui fournit des dattes à Coop et Migros.**

L'expansion progressive des colonies en Cisjordanie occupée, à Jérusalem-Est et sur les hauteurs du Golan annexées, qui sont en violation du droit international, est rendue possible par des entreprises israéliennes et internationales. Le 12 février 2020, le Conseil des droits humains des Nations Unies a publié [une liste des entreprises](#) dont les activités dans le territoire occupé assurent le développement et la survie économique des colonies. Ces entreprises sont donc complices des violations internationales et des droits humains commises par Israël. Cette publication fait suite à une pression croissante visant à interdire complètement le commerce de produits provenant de colonies illégales situés dans le territoire occupé.

La liste fait également référence à la complicité des entreprises internationales, sur laquelle le mouvement BDS attire l'attention depuis un certain temps. Parmi les 112 entreprises complices figurant sur la liste des Nations unies, on trouve les agences de voyage TripAdvisor, Airbnb, Booking.com et Expedia ainsi que l'entreprise d'articles de sport Puma, qui soutient également les clubs des colonies en tant que sponsor principal de la Fédération israélienne de football. D'autres sociétés internationales sont liées aux sociétés des colonies par des investissements et des projets communs. Par exemple, le groupe d'assurance AXA investit dans les cinq plus grandes banques israéliennes, qui figurent également sur la liste. L'entreprise agricole cotée en bourse Hadiklaim fournit des dattes à Migros et Coop.

Néanmoins, de nombreuses entreprises ayant des liens directs ou indirects avec les colonies ne sont pas incluses dans la base de données. Il a été prouvé que des sociétés telles que G4S, Hewlett Packard (HP), Elbit Systems, Caterpillar, Hyundai Heavy Industries, Volvo et Cemex, entre autres, étaient impliquées dans la colonisation illégale par Israël. Les groupes palestiniens de défense des droits humains, l'organisation israélienne indépendante WhoProfits et le comité américain Investigate ont documenté en détail les activités de ces entreprises dans les colonies. Néanmoins, celles-ci sont absentes de la liste des Nations unies.

[BDS Suisse](#) réitère sa demande à toutes les entreprises opérant en Suisse de mettre immédiatement un

terme à leurs relations commerciales avec ces entreprises établies dans les colonies. La coopération avec les entreprises qui profitent de l'occupation israélienne, de l'apartheid et de l'accaparement des terres et qui sont directement impliquées dans des violations internationales et des droits humains est contraire à tous les principes de la responsabilité des entreprises. Nous demandons notamment à AXA de retirer tous ses investissements des banques israéliennes. Les agences de voyage doivent mettre fin à leur coopération avec des plateformes telles que booking.com. Migros et Coop doivent immédiatement cesser leurs relations commerciales avec Hadiklaim et ne plus tolérer que leurs fournisseurs se livrent à des pratiques contraires au droit international.